

La Maison de la géographie de Montréal

© Tous droits réservés

Acfas - 2009

Colloque 449 organisé par Édith MUKAKAYUMBA, PhD et Jules LAMARRE, PhD.
Mercredi, le 13 mai 2009, Université d'Ottawa.

La recherche à partir de la marge. La condition des chercheurs exclus des structures officielles

50 ans d'études africaines. Bilan : Quels savoirs ? Quels usages ? Quelles perspectives ?

Marie Louise ETEKI-OTABELA, PhD

Assemblée des Peuples Camerounais

mle_otabela@hotmail.com

Résumé

Il existe dans la plupart des pays occidentaux, et même dans certaines universités africaines, ce qu'il est convenu d'appeler des « études africaines » au sein de départements et de programmes de recherches consacrés aux sociétés africaines.

Que signifient ces termes ? Depuis près d'un siècle, en quoi consiste la recherche dans ces institutions et à quels résultats a-t-elle abouti ?

Il y a plus de 20 ans déjà, nous nous posions ces questions dans le cadre du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), en marge du système universitaire. Devant le silence des africanistes, nous avons donc entrepris d'approfondir la recherche sur la nature des États postcoloniaux dans le cadre de notre thèse de doctorat (UQAM, 1997).

Plus de 10 ans après la publication de ces travaux, il nous apparaît aujourd'hui que les résultats de notre recherche se lisent de plus en plus dans la réalité sociale des pays africains. Cependant, même si ces résultats sont utilisés fréquemment dans le cadre des recherches universitaires, les conditions de travail des chercheurs exclus des structures officielles n'ont fait que se détériorer, obligeant certains d'entre nous à renoncer à la recherche pour se consacrer à l'action politique, dans l'idée d'impulser un changement radical dans nos conditions et modes de production et de transmission des savoirs.

De l'exclusion comme méthode de domination

Quand on parle aujourd'hui du système international, on parle d'économie, et même depuis quelques temps, de crise économique. Il y a une expression inhérente à ces situations : c'est la « marginalisation de l'Afrique ». Dans les années 1980, nous avons démontré qu'en fait de marginalisation, il s'agirait plutôt d'un mode d'articulation particulière qui façonne les économies du Tiers monde en général et celles des pays africains en particulier. Faut-il donc convenir dès lors qu'il est tout à fait normal que les chercheurs africains soient marginalisés en conséquence ? Ou bien faut-il partir de l'hypothèse selon laquelle ce sont au contraire les conditions d'exclusion des systèmes de recherche institutionnelle qui consacrent cette marginalisation de l'Afrique. Nous avons travaillé, approfondi cette hypothèse et démontré dans les années 1990 que c'est la nature totalitaire des États africains qui assure la reproduction de ces conditions de travail – en marge des systèmes officiels. Aussi depuis 10 ans, il nous semble que la seule façon pour la recherche et les chercheurs africains – en tout cas – d'avoir un impact sur ces situations d'exclusion, c'est de travailler à un changement radical dans la production et dans la diffusion des savoirs sur nos sociétés. En d'autres termes, dans ce bref exposé, il s'agit de montrer comment du statut de chercheur-e, on ne peut sortir d'une situation d'exclusion qu'en adoptant une stature d'acteur-e politique.

C'est qu'historiquement l'ethnographie s'est développée en même temps que s'effectuait l'expansion coloniale des peuples européens : en ce sens donc, que les ethnographes le veuillent ou non, l'ethnographie apparaît étroitement liée au fait colonial. Celui-ci constitue l'enjeu de leurs recherches. Ce fait a déterminé leur démarche, leur méthodologie, et le résultat de leur production et diffusion des connaissances sur ces sociétés.

La démarche ethnocentriste

La tradition de la pensée scientifique occidentale se base sur l'observation puis la déduction. Aussi les analyses des ethno-anthropologues, de Durkheim à Georges Balandier en passant par Levy-Bruhl, se caractérisent par le souci *d'ordonner les résultats des recherches ethnologiques et sociologiques selon un ordre manifestant le passage du plus simple au plus complexe, du moins civilisé au plus civilisé, du prélogique au logique*. On cherche à découvrir l'origine des choses en expliquant le plus proche par le plus éloigné, espérant trouver une explication au fonctionnement actuel de la société, et même la clé de son avenir. Cette tendance des premiers ethnologues à rechercher « les cas primitifs » « non altérés » reste présente à ce jour dans nombre d'analyses africanistes (Grawitz, 1984 : 193-194).

L'enjeu

Pour la plupart des chercheurs du début du 20^e siècle, c'est dans les territoires coloniaux ou semi coloniaux dépendants de leur pays d'origine qu'ils travaillent et, même s'ils ne reçoivent aucun appui direct des représentants locaux de leur gouvernement, ils sont tolérés par eux et assimilés plus ou moins par les gens qu'ils étudient à des agents de l'administration. Dans de telles conditions, il paraît, dès l'abord difficile à l'ethnologue même le plus épris de science pure, de fermer les yeux sur le problème colonial, puisque

bon gré mal gré, intégré à ce jeu et qu'il s'agit d'un problème ni plus ni moins vital pour les sociétés ainsi assujetties dont il s'occupe (Leiris, 1951 : 84-85).

Méthodologie

Vitale pour les colonisés, l'ethnographie l'est aussi et surtout pour l'expansion coloniale des États et, quand on considère la manière dont elle fonctionne, on découvre un glissement peu innocent de l'arsenal conceptuel au discours idéologique. L'archétype « société primitive » a été construit pour les besoins de l'analyse. Il définissait ces sociétés comme des sociétés simples harmonieuses, homogènes et transparentes, ce qui a légitimé sur le plan épistémologique, l'entreprise coloniale.

De la connaissance du plus simple pour connaître le plus complexe, on est passé à la solution des problèmes complexes dans les sociétés primitives. L'évolution de celles-ci vers le plus complexe a alors été posée comme inéluctable, comme devenir normal. Le développement du plus simple est devenu l'objectif devant conduire au bel édifice de l'harmonie des intérêts universels que nous a présenté Thomas De Koninck ce matin en introduction de ce colloque.

La représentation de l'Afrique que se font les auteurs qui appartiennent à ce courant de pensée est à l'image de la représentation plus générale qu'ils se font de la société humaine : un espace sans conflit où il est toujours possible de trouver un optimum collectif par l'ajustement des intérêts particuliers et la quête rigoureuse de l'équilibre de marché (Jacquemot et Raffinot, 1985 : 30).

L'ethnocentrisme

Et pendant un siècle, les sociétés africaines seront perçues suivant une typologie faisant d'elles des sociétés à structuration simple avec un développement limité des forces productives : des sociétés homogènes et sans histoire avec tout au plus des clans ethniques et enfin comme des sociétés transparentes baignant dans l'harmonie à travers un tissu inextricable de liens de parenté. En conséquence, la Négritude ravira la vedette à la lutte des classes et la théorie du développement sera préférée à la lutte de libération, l'OUA ayant été jugée plus authentiquement africaine que la RDA. Michel Leiris mettait déjà en garde contre cette recherche de « pureté originelle » en disant :

Il faut réagir et mettre les étudiants en garde contre une tendance trop fréquente chez les ethnographes, du moins pour ce qui concerne la France, celle qui consiste à s'attacher de préférence aux peuples qu'on peut qualifier relativement d'intacts par le goût d'un certain « primitivisme » ou parce que de tels peuples présentent par rapport aux autres, l'attrait d'un plus grand exotisme. A procéder ainsi, l'on risque il faut y insister, de se détourner des problèmes brûlants, un peu comme ces administrateurs qui font l'éloge du « brave type de brousse » en l'opposant à « l'évolué » des villes et jugent ce dernier avec une sévérité d'autant plus grande qu'il est par rapport au représentant moderne du « bon sauvage » des auteurs du 18^e siècle, plus difficile à administrer (Leiris, 1951 : 102).

Résultats

Aussi le moins que l'on puisse dire c'est que les analyses des ethno-anthropologues ne visaient ni la promotion des conditions de libération ni l'orientation de la lutte des populations africaines. Il s'agissait généralement de monographies descriptives, livrant un savoir anecdotique et réduisant la réalité africaine aux images folkloriques. Toute tentative pour

sortir du giron des ancêtres de Balandier apparaissait comme un manque de rigueur scientifique. Il fallait pour être un bon ethnologue s'en tenir aux archétypes de « sociétés primitives » et du « bon sauvage ». C'est ainsi qu'on en est venu à considérer les cultures et les sociétés africaines comme des « totalités expressives » du fonctionnalisme de Malinowski au structuralisme de C. Levy Strauss et à nier catégoriquement toute spécificité conceptuelle à leur appliquer sur le plan des rapports de production. *L'économie du sous-développement est un sujet très important mais elle ne donne pas matière à formulation ni à une théorie.* Pour les libéraux et leurs ancêtres ethnologues, les erreurs constatées lors de l'application des modèles à telle ou telle situation concrète ne sont que des perturbations bénignes dans la belle mécanique de l'équilibre général. Et si ces erreurs révèlent une ampleur jugée trop profonde, cela ne peut pas tenir à une erreur dans les hypothèses ou les modes de raisonnement, mais seulement à cette fâcheuse *incapacité des pays « en retard » à respecter les règles du jeu capitaliste.* Sarkozy ne dit pas autre chose aujourd'hui. Il a donc fallu créer et imposer *des États forts, « autoritaires » pour sauver les sociétés africaines de la misère et du chaos...* La première mission de l'État postcolonial va donc être d'intégrer les tribus, les ethnies et de construire l'unité nationale.

La démarche tiers-mondiste

Il semble que cette deuxième approche soit contemporaine au courant libéral. Elle a cependant été d'abord d'inspiration humaniste, puis s'est nettement radicalisée avec l'exaltation du tiers-mondisme pendant les années 1960. L'approche tiers-mondiste est partie également de l'étude des sociétés primitives pour critiquer les thèses ethno-libérales. E. Terray en 1972, P. Rey en 1973, C. Meillassoux en 1975 et Jean Copans en 1975 ont, après avoir balayé le terrain des imageries naturalistes laissées par l'ethnologie coloniale, mis en lumière les erreurs de l'approche dualiste (tradition - modernisme) à l'aide d'une construction plus dialectique en termes d'articulation des modes de production différents. C'est-à-dire le capitalisme et les autres systèmes historiques d'organisation sociale.

Michel Leiris disait (1951 : 87) :

(...) scientifiquement, il est déjà certain que nous ne pouvons, sans que nos vues sur elles en soient faussées, négliger le fait que les sociétés en questions sont des sociétés soumises au régime colonial et qu'elles ont par conséquent subi – même quant aux moins touchées, aux moins « acculturées » – a un certain nombre de perturbations. Si nous voulons être objectifs, nous devons considérer ces sociétés subissant à quelque degré l'emprise économique, politique et culturelle européenne et non pas en nous référant à l'idée de je ne sais quelle intégrité.

L'enjeu

Cet appel a été entendu par les chercheurs marxistes surtout parce que face au courant primitiviste, ils étaient intéressés à prouver l'universelle validité des concepts et de la méthode élaborés par Karl Marx. Ce pari, Claude Meillassoux l'a tenu au cours de son étude *L'anthropologie économique des Gouro* : décrire le mode de production des sociétés lignagères et segmentaires et analyser le passage de ce mode de production traditionnel à un nouveau mode de production caractérisé par le développement de l'agriculture commerciale.

La méthodologie

La preuve a donc été donnée que les catégories du matérialisme historique sont parfaitement applicables aux sociétés dites primitives et que leur utilisation nous permet de franchir une étape nouvelle dans l'exploration de ces sociétés. Parallèlement à la tradition de « l'intégrité » sociale, l'on a alors commencé à étudier ces sociétés dans leur « réalité sociale » tout en maintenant l'idée d'une spécificité au niveau du mode de production.

Le tiers-mondisme

Le tiers-mondisme a introduit cependant une nuance subtile permettant de préserver l'approche ethnocentriste. E. Terray affirme que l'on peut toujours, lorsqu'on se livre au procès d'une société humaine, rencontrer des catégories définies par le matérialisme historique. Mais de là à conclure que toute société humaine fonctionne selon la loi du matérialisme historique, il y a un pas !

Résultats

C'est ainsi que nous sommes passés du culte de l'unité à celui de la diversité. La hantise des penseurs occidentaux c'est que les Africains découvrent aujourd'hui que la seule réalité de l'Etat postcolonial sur le plan national, c'est un appareil de coercition géré par la bourgeoisie bureaucratique.

L'approche féministe

Avec l'ethnocentrisme, L'État devait sauver la société archaïque, l'amener à un niveau de développement permettant d'intégrer l'Afrique dans le système international. Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui, c'est que l'État a échoué totalement dans cette mission. Alors les penseurs africanistes plus ou moins tiers-mondistes nous expliquent qu'en réalité cet échec est à mettre sur les pesanteurs sociales qui n'ont pas arrêté pendant presque cinq décennies de peser sur l'action de l'État. Mieux, l'État a été obligé d'être contre la société pour la sauver malgré elle... Alors il faut s'y résoudre. Les sociétés africaines sont irrémédiablement non-politiques et partant, hors de l'histoire. Nul doute que cette façon de voir les situations africaines sert à maintenir le statu quo. Pas étonnant donc que le président des Français nous l'ait resservi dernièrement à Dakar. (1)

La démarche

Très longtemps, il a été interdit de considérer la colonisation pour ce qu'elle fut : une gigantesque opération commerciale doublée du plus grand génocide que l'humanité n'ait jamais connu. Il s'agissait de moderniser des sociétés arriérées et archaïques ! Puis l'expansion coloniale qui a donné lieu à la « libération nationale » s'est soldée par l'octroi des indépendances. C'est seulement 20 ans après que les analyses tiers-mondistes nous apprennent qu'il s'agissait de la reproduction capitaliste avec la création des États en prime.

L'enjeu

Quand, au fait de ces analyses, nous avons voulu dénoncer les États africains comme de simples instruments de contrôle de l'impérialisme, les tiers-mondistes étaient les premiers à nous convaincre du contraire sous prétexte que ces États avaient pour mission la réalisation des nations souveraines. Enfin quand dans les années 1990, nous avons avancé l'hypothèse totalitaire pour expliquer la marginalisation de l'Afrique, il nous a été conseillé de la :

(...) « projeter dans le futur » parce que la moitié de la population des États africains est trop jeune pour avoir fait l'expérience directe de la référence libérale à la fin de la colonisation et qu'en conséquence, au-delà des stratégies indéniables d'entrées dans le totalitarisme, nous n'avons pas assisté d'une façon irrévocable à l'installation du totalitarisme tel que le définit R. Aron. (Jean François Bayart : l'hypothèse totalitaire)

La méthode

Il faut poser dès le départ que le pouvoir est totalitaire en Afrique du fait du présupposé idéologique selon lequel le sous-développement procède du non-développement. Faire le procès des sociétés africaines postcoloniales dans le sens où le totalitarisme le fait. Pour admettre que la majorité des Africains vit l'expérience totalitaire à travers des régimes politiques établis en Afrique, l'expérience d'absolu non- appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme. Pour que la violence totalitaire apparaisse, il faut sortir de la pratique discursive d'une part et ne pas se contenter d'appréhender la praxis sociale de l'État pour ce qu'elle se donne au travers des consciences individuelles d'autre part. Il faut aller au-delà des masques du discours

Le résultat : la marginalisation, en général, l'exclusion en particulier relèvent de la logique même du totalitarisme des États africains depuis 50 ans. Cette expérience d'absolu non appartenance au monde est essentielle à l'articulation de l'État postcolonial et à la survie du système international.

Conclusion : sortir de la marginalité

Qu'il y ait une perspective gauche - droite dans la production et la transmission de la connaissance, et dans la recherche africaniste en particulier, est une réalité que nous avons décryptée dans notre thèse sur la nature des États africains postcoloniaux. Mais ce qui nous importe ici, c'est la situation ainsi produite et entretenue depuis un demi-siècle à savoir qu' : *un lieu qui a été créé où des hommes peuvent être assignés, torturés et abattus, sans que pour autant ni les tourmenteurs ni les tourmentés et encore moins les autres à « l'extérieur » ne s'avisent qu'il s'agit là de quelque chose de plus qu'un jeu cruel ou qu'un rêve absurde*, disait Hannah Arendt (1972 : 183). Cette situation est le résultat d'un savoir qui se veut « *imporable* » comme disait Claude Lefort, une sorte d'idéologie de granit (Eteki-Otabela, 2001 : 448) et qui veut que toute la sphère de production et de diffusion des savoirs applique la même norme. Tant que ces hommes restent exclus (de la production et de la diffusion des savoirs d'abord), il en résulte une atmosphère et un sentiment de désolation qui est une des expériences les plus désespérées de l'homme.

Dans son livre « Colonialistes, Africanistes et Africains » (1979) Alf Schwarz caractérise la science africaniste en cinq points :

- 1- Des études anthropologiques et ethnographiques caractérisées, d'une part, par leur enfermement dans le monde merveilleux de « Ma Tribu » du chercheur et, d'autre part, par une insistance toute particulière sur les traits étranges et singuliers de la tribu, ne donnaient, par ailleurs, jamais lieu à des considérations plus générales et systématiques sur l'environnement politique, c'est-à-dire colonial des populations décrites du reste avec tant de minutie. (p. 22)
- 2- L'étude des phénomènes sociaux des groupes non lettrés est une spécialité plutôt qu'une discipline. Qu'elle soit devenue une discipline distincte de la sociologie, celle-ci étant réservée aux phénomènes sociaux occidentaux, trahit un racisme sans doute inconscient. (p. 24)
- 3- Etendre l'accusation de complicité coloniale jusqu'au concept de colonialisme scientifique, c'est beaucoup plus qu'une simple critique de l'anthropologie traditionnelle, c'est une entreprise essentiellement subversive et dangereuse pour le paradigme de toutes les sciences sociales, et, peut-être, de la science occidentale. (p. 48)
- 4- Une conclusion s'impose : si l'anthropologie coloniale est la fille de la première phase de l'expansion impérialiste, les sciences politiques sont l'enfant de l'impérialisme avancé. Une science politique, bavarde sur les questions d'intégration nationale, mais beaucoup moins loquace sur l'intégration des nouveaux États dans la toile d'araignée du capitalisme mondial, fait partie du système de domination occidentale. Elle est une rationalisation et un prolongement intellectuel net, non sa contradiction critique. (p. 54)
- 5- Penchés sur leur société en miniature, leurs plans de sondage, leurs échantillons, (*et on pourrait ajouter ici, leurs exclus, et leurs chercheurs à la marge*), ils oublient ou font semblant d'oublier que ces hommes et ces femmes (*réduits à la marginalité*) sont victimes d'une agression comme l'histoire en a rarement vu. (p. 61)

L'agression dont il s'agit ici et dont je démonte les mécanismes dans ma thèse et dans mon livre qui en est sorti, c'est le totalitarisme. Quelques soient nos efforts pour survivre en marge des systèmes institutionnels, notre perspective n'est pas tant d'intégrer ces systèmes que d'y faire irruption – comme ces quinze jeunes filles qui ont fait irruption dans ce Colloque aujourd'hui pour nous présenter leurs perspectives sur le devenir de l'humanité – parce que nous sommes porteur-es d'une alternative non seulement au niveau de la production et de la diffusion des savoirs mais aussi et surtout au niveau de l'organisation plus générale des communautés humaines.

Marie Louise ETEKI-OTABELA, Ph.D.

De L'Assemblée des Peuples Camerounais
A Ottawa, le 13 mai 2009

Note :

- 1- Allocution de Nicolas Sarkozy prononcée à l'Université de Dakar, en juillet 2007.
<http://www.afrik.com/article12199.html>

Éléments de bibliographie :

GRAWITZ, Madeleine (1984) *Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz.

JACQUEMOT, Pierre et RAFFINOT, Marc (1985) *Accumulation et développement. Dix études sur les économies du Tiers Monde*. Paris, L' Harmattan.

LEIRIS, Michel (1951) *Cinq études d'ethnologie*, Paris Denoël.